

FAUTE DE GOUVERNEMENT D'UNION NATIONALE

Un remaniement dicté par l'urgence

Le chef de l'Etat et son Premier ministre ne sont pas parvenus à former un gouvernement d'Union nationale. Agissant dans l'urgence et faute de bénéficier de l'appui d'une partie de l'opposition, Abdelaziz Bouteflika a dû nommer de nouveaux ministres en dehors de toute logique partisane.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Le Président Bouteflika est parvenu, vingt jours après sa réélection, à former un nouvel exécutif. Sauf que nous sommes loin du concept de gouvernement «d'union nationale» promis par Abdelmalek Sellal durant la campagne présidentielle. Les tractations avec le Parti des travailleurs, le Front des forces socialistes et le Front el Moustakbel n'ayant pas abouti, le premier gouvernement du quatrième mandat n'a pas de réelle consonance partisane. Dans le camp des «alliés», le Front de libération nationale est la principale victime de ce reprofilage gouvernemental. Amar Saâdani, son secrétaire général, n'a cessé de revendiquer le droit de driver l'exécutif. Au final, il n'a eu droit à aucun nouveau poste puisque Bouteflika s'est contenté de remplacer Mahmoud Khoudri par Khalil Mahi, ex-président de la commission des Finances de l'Assemblée, au poste de

ministre chargé des Relations avec le Parlement. Echec cuisant pour le secrétaire général du FLN. Situation analogue pour le Rassemblement national démocratique puisque Mohamed Chérif Abbès laisse sa place aux Moudjahiddines à l'ancien-maire d'Oran Tayeb Zitouni (à ne pas confondre avec son homonyme d'Alger) et Bouabdallah Ghoulamallah (ex-ministre des Affaires religieuses) à Abdessalem Bouchouareb (industrie et mines).

Dans la catégorie des grands perdants, figure également le courant islamiste avec le départ de Mustapha Benbada. Amar Ghoul reste donc le dernier rescapé de cette tendance. Il faut également préciser que ni TAJ, ni même le Mouvement populaire algérien de Amara Benyouènes n'ont bénéficié de ce changement. Pour service rendu, les deux leaders ont tout juste gardé une place au gouvernement, avec, pour Benyouènes, un pas-



Photo : DR

Ce nouveau gouvernement est radicalement différent des précédents exécutifs.

sage du ministère du Développement industriel et de la Promotion de l'investissement vers celui du Commerce. Ceux qui ont cru aux promesses anté-électorales ont dû déchanter en apprenant qu'ils n'ont pas été retenus au sein du gouvernement Sellal III. Mis à part le

département des finances, aucun changement notable n'est constaté dans les ministères de «souveraineté». Karim Djoudi cède sa place à Ben Aknoun à Mohamed Djellab qui était chargé du ministère délégué au Budget. Les raisons du départ de Djoudi ne sont pas encore

connues, mais elles seraient liées à son état de santé. Khalida Toumi quitte également le gouvernement après une carrière de douze années au ministère de la Culture. Un départ qui n'a rien d'un limogeage puisqu'elle devrait être nommée à un poste à l'étranger. Au frais du contribuable algérien. Parmi les surprises citons l'arrivée de Hamid Grine à la Communication et le retour au gouvernement de Abdelkader Khomri qui prend le ministère de la Jeunesse.

Fait inédit, pour la première fois depuis l'indépendance, une femme est nommée ministre de l'Education nationale. Nouria Benghebrit Remaoune qui a eu à diriger le Centre national de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC) d'Oran prend ce département en fin d'année scolaire. A moins d'un mois du baccalauréat et du brevet, elle sera vite confrontée à la dure réalité de ce secteur. On constate par ailleurs une augmentation de la représentation féminine au sein de ce gouvernement. Le nombre de femmes ministres a presque doublé, passant de 4 à 7.

T. H.

La liste du nouveau gouvernement

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a nommé lundi les membres du nouveau gouvernement que dirige le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, annonce un communiqué de la présidence de la République.

Conformément aux dispositions de l'article 79 de la Constitution, M. Abdelaziz Bouteflika, président de la République et ministre de la Défense nationale, a pris, ce jour et après consultation du Premier ministre, un décret présidentiel portant nomination des membres du gouvernement», indique le communiqué de la présidence de la République.

Sont nommés Mesdames et Messieurs :

- Abdelmalek Sellal, Premier ministre
- Tayeb Belaïz, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales
- Le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire
- Ramtane Lamamra, ministre des Affaires étrangères
- Tayeb Louh, ministre de la Justice, garde des Sceaux
- Mohamed Djellab, ministre des Finances
- Youcef Yousfi, ministre de l'Energie

- Abdessalem Bouchouareb, ministre de l'Industrie et des Mines
- Abdelwahab Nouri, ministre de l'Agriculture et du Développement rural
- Tayeb Zitouni, ministre des Moudjahidine
- Mohamed Aïssa, ministre des Affaires religieuses et des Wakfs
- Amara Benyouènes, ministre du Commerce
- Amar Ghoul, ministre des Transports
- Hocine Necib, ministre des Ressources en eau
- Abdelkader Kadi, ministre des Travaux publics
- Abdelmadjid Tebboune, ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville
- Nouria Benghebrit, ministre de l'Education nationale
- Mohamed Mebarki, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique
- Nouredine Bedoui, ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels
- Mohamed El Ghazi, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
- Dalila Boudjemaâ, ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement
- Nadia Labidi, ministre de la Culture
- Mounia Meslem, ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme

- Khelil Mahi, ministre des Relations avec le Parlement
- Abdelmalek Boudiaf, ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière
- Abdelkader Khomri, ministre de la Jeunesse
- Mohamed Tahmi, ministre des Sports
- Hamid Grine, ministre de la Communication
- Zohra Derdouri, ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication
- Nouria Yamina Zerhouni, ministre du Tourisme et de l'Artisanat
- Sid-Ahmed Ferroukhi, ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques
- Abdelkader Messahel, ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé des Affaires maghrébines et africaines
- Hadji Baba Ammi, ministre délégué auprès du ministre des Finances, chargé du Budget et de la Prospective
- Aïcha Tagabou, ministre déléguée auprès du ministre du Tourisme et de l'Artisanat chargée de l'Artisanat. Par ailleurs, et en application de l'article 78 de la Constitution, Monsieur le président de la République, a nommé Monsieur Ahmed Noui, ministre secrétaire général du gouvernement».

(APS)

Quel message derrière le changement ?

Le nombre de postes ministériels touchés par le remaniement du gouvernement Sellal laisse-t-il entrevoir un changement d'attitude dans la gestion des affaires de l'Etat ? Ou bien sommes-nous seulement dans une opération de ravalement, peut-être un peu plus profonde que la précédente ?

Il est clair que les résultats réels ou affichés de la dernière présidentielle ont précipité les choses et scellé le sort de plusieurs membres du gouvernement.

La pression exercée par Ali Benflis, l'adversaire principal de Bouteflika, qui aura fait une campagne électorale mobilisatrice ainsi que l'apparition dans la société de mouvements et d'expressions hostiles au pouvoir ont visiblement marqué les esprits des concepteurs du reprofilage du gouvernement.

Le message principal transmis semble être celui qui consiste à dire que si les motifs d'un «désamour» des Algériens pour le régime actuel est réel, il trouve son origine exclusivement dans l'incapacité des ex-ministres à

résoudre les problèmes de leur secteur. Ce qui est pour le moins peu susceptible de convaincre.

Faire vite et voir grand semblent par conséquent avoir été les leitmotivs des décideurs.

Faire vite pour reprendre la main et ne pas laisser l'opposition occuper l'espace politique et médiatique comme cela est le cas depuis quelques semaines. La Constitution du nouveau gouvernement Sellal intervient quelques jours seulement après la proclamation des résultats officiels de la présidentielle par le Conseil constitutionnel. On se souvient que lors de sa première élection, Bouteflika avait pris plusieurs mois avant que son premier gouvernement ne soit connu. On aurait pu penser que Sellal allait prendre plus de temps pour tenter de convaincre certains courants politiques de rejoindre son équipe. L'impossible équation d'un gouvernement de consensus national a été finalement abandonnée dans des délais records. Il fallait, par ailleurs, faire grand pour frapper les esprits et insuffler l'idée d'un vrai

changement auprès d'une opinion publique devenue de plus en plus critique. Il n'est pas dans les mœurs du pouvoir de décharger 12 ministres et deux secrétaires d'Etat de leurs fonctions en un seul remaniement.

Cependant, la démarche a ses limites. D'autant que peu parmi les nouveaux ministres sont de véritables inconnus. C'est le même vivier qui alimente les différents gouvernements de l'ère Bouteflika, même si cette fois quelques titulaires de postes ministériels donnent l'impression d'être à la périphérie du clan présidentiel.

En tout état de cause, le message politique induit par ce changement de gouvernement n'est pas transcendant du fait qu'en dehors des clientèles traditionnelles du pouvoir, aucun nom ne laisse entrevoir une volonté d'ouverture.

Le souci cosmétique est patent derrière la volonté affichée d'impressionner les Algériens, ce qui risque de rendre encore plus sceptiques ces derniers.

Hamid Boulares